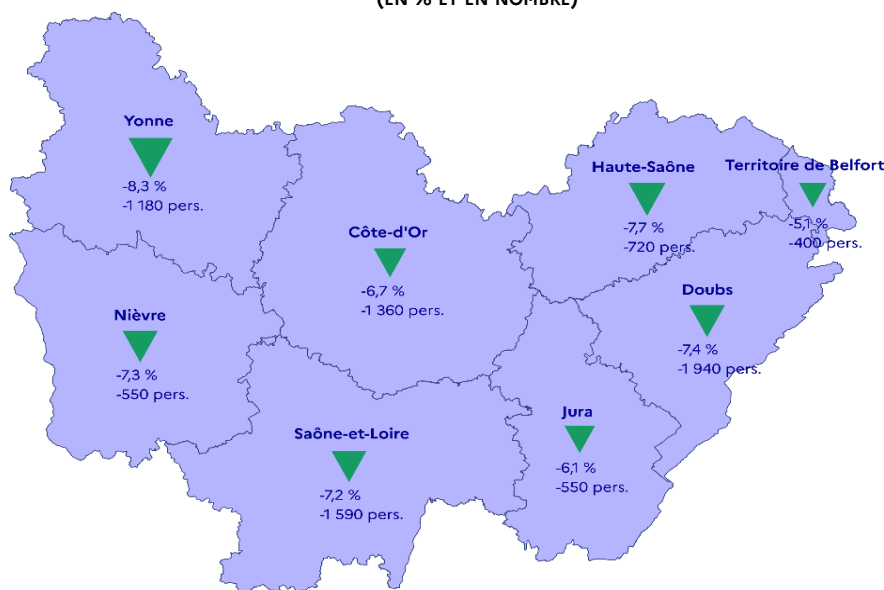


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFPM Cat. A :
- 5,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : 20 550 (- 7,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : 20 380 (+ 2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : 40 930 (- 2,6 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : 46 030 (- 2,7 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : 1 013
Cat. G : 3 480

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,7 % au 1^{er} trimestre 2025
+ 0,3 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

191 420 au 1^{er} trimestre 2025
- 0,4 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

6 200 intérimaires au 1^{er} trimestre 2025
- 3,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

Au premier trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) en Saône-et-Loire recule de 0,4 %, soit une perte d'environ 720 postes par rapport au 4^e trimestre 2024. Hors intérim, certains secteurs résistent. L'activité agricole rebondit, et celle dans l'industrie se maintient grâce à une dynamique modérée dans l'industrie de l'énergie et du traitement des déchets. Inversement, les difficultés persistent dans la construction (-1,4 %). Le ralentissement de l'emploi impacte fortement le secteur tertiaire. Plusieurs services sont touchés : immobilier (-2,5 %), services rendus aux entreprises (-0,5 %) et ménages (-0,4 %), transport-entrepôt (-0,4 %). Le recours à l'intérim baisse sensiblement (-3,3 %), surtout dans la construction (-4,2 %) et les services (-5,1 %). L'usage de l'activité partielle augmente comparé à la fin 2024, tout en restant à un niveau faible. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA recule de 1,2 % sur un an, soit 120 foyers supplémentaires.

Au deuxième trimestre 2025

Le volume d'heures allouées à l'activité partielle reste stable par rapport au premier trimestre. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en léger recul, accompagnées d'une baisse du nombre d'emplois menacés. En parallèle, les créations d'entreprises progressent, avec près de 620 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement, notamment en raison d'un bond des sorties des listes de France Travail (cat ABC : +45,7 % sur le trimestre). Ce changement résulte principalement d'une évolution des règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. En début d'année, certaines personnes restaient inscrites sans avoir à s'actualiser, ce qui augmentait artificiellement les chiffres. Depuis avril, ces règles ont changé, entraînant une régularisation du nombre d'inscrits et une hausse mécanique des sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Saône-et-Loire :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	20 550	-7,2	+5,3
Catégories B, C	20 380	+2,5	0,0
Catégories A, B, C	40 930	-2,6	+2,6
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	108 240	-7,1	+7,1
Catégories B, C	95 380	+3,0	+0,7
Catégories A, B, C	203 620	-2,7	+4,0
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	168 610	-0,9	+2,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Saône-et-Loire :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	2 420	-6,6	-5,1
Catégorie E	2 680	0,0	+3,5
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	1 013	/	/
Catégorie G	3 480	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 890	-2,2	-1,8
Catégorie E	12 390	-3,1	-3,9
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	7 604	/	/
Catégorie G	25 965	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

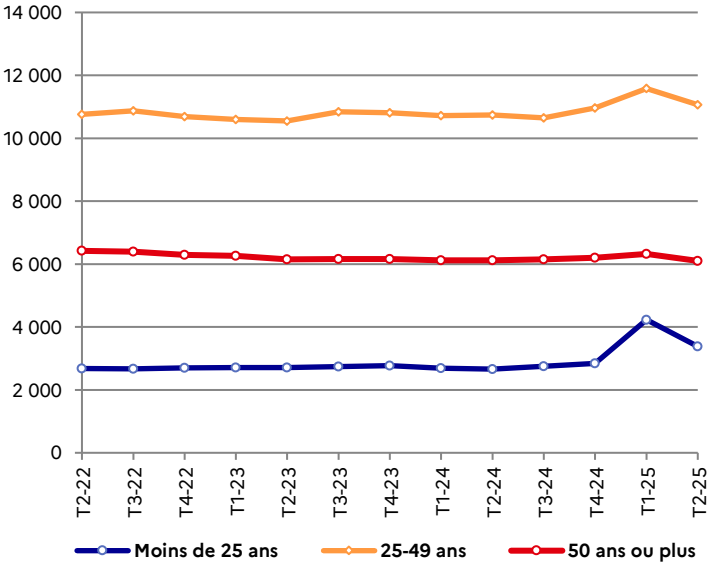
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	10 460	-6,9	+5,4	-6,8	+7,6
< 25 ans	1 770	-21,0	+29,2	-18,3	+22,8
25 - 49 ans	5 560	-3,6	+1,6	-4,7	+5,6
50 ans ou plus	3 120	-3,1	+1,0	-3,0	+3,7
Femmes	10 100	-7,3	+5,3	-7,4	+6,6
< 25 ans	1 610	-19,1	+24,8	-17,8	+21,0
25 - 49 ans	5 510	-5,2	+4,6	-6,0	+4,3
50 ans ou plus	2 980	-3,9	-1,7	-3,3	+4,0
Total	20 550	-7,2	+5,3	-7,1	+7,1
< 25 ans	3 380	-20,1	+27,1	-18,0	+22,1
25 - 49 ans	11 070	-4,4	+3,1	-5,3	+5,0
50 ans ou plus	6 100	-3,5	-0,3	-3,2	+3,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 650	-2,6	+3,2	-2,6	+4,8
< 25 ans	3 040	-9,8	+18,8	-10,0	+15,5
25 - 49 ans	11 110	-1,0	+1,0	-1,2	+3,3
50 ans et plus	5 500	-1,3	+0,5	-0,9	+2,7
Femmes	21 280	-2,6	+2,1	-2,7	+3,2
< 25 ans	2 820	-9,0	+14,2	-9,0	+14,7
25 - 49 ans	11 830	-1,7	+1,3	-2,0	+1,8
50 ans et plus	6 640	-1,0	-0,9	-0,9	+1,1
Total	40 930	-2,6	+2,6	-2,7	+4,0
< 25 ans	5 860	-9,4	+16,5	-9,5	+15,1
25 - 49 ans	22 930	-1,4	+1,1	-1,6	+2,5
50 ans et plus	12 140	-1,2	-0,2	-0,9	+1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	22 520	-5,3	+3,9	-5,7	+3,6
DELD :					
1 à 2 ans	8 090	+2,1	+2,0	+2,6	+7,2
2 à 3 ans	3 890	+0,8	+9,0	+0,3	+9,4
3 ans et plus	6 430	-0,5	-4,2	+0,7	-1,6
Total DELD	18 410	+0,9	+1,1	+1,5	+4,5
Part des DELD	45,0%	+1,6 pt	-0,7 pt	+1,8 pt	+0,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	428	-86	-16,8	-345	-13,6
Fin de mission d'intérim	217	-31	-12,4	-338	-24,7
Démission	167	-15	-8,1	-140	-14,0
Rupture conventionnelle	227	+12	+5,4	-26	-2,2
Licenc. économique	48	-12	-20,1	+18	+4,8
Autre licenciement	205	+15	+8,1	-34	-2,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	75	-35	-31,5	-172	-28,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	616	-115	-15,7	-491	-13,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	569	-166	-22,6	-585	-17,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	2 080	+1 851	+807,1	+7 701	+620,2
Motif indéterminé	256	-105	-29,0	-336	-22,6
Total	4 888	+1 314	+36,7	+5 251	+29,0

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	386	-91	-19,1	-428	-17,2
Entrée en stage ou formation	315	-21	-6,3	-47	-2,7
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	371	-5	-1,3	-11	-0,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	3 645	+1 728	+90,1	+7 498	+78,9
Radiation administrative	271	-128	-32,1	-634	-33,2
Autre cas ⁽³⁾	492	+177	+56,3	+1 171	+78,6
Total	5 480	+1 660	+43,5	+7 549	+40,0

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

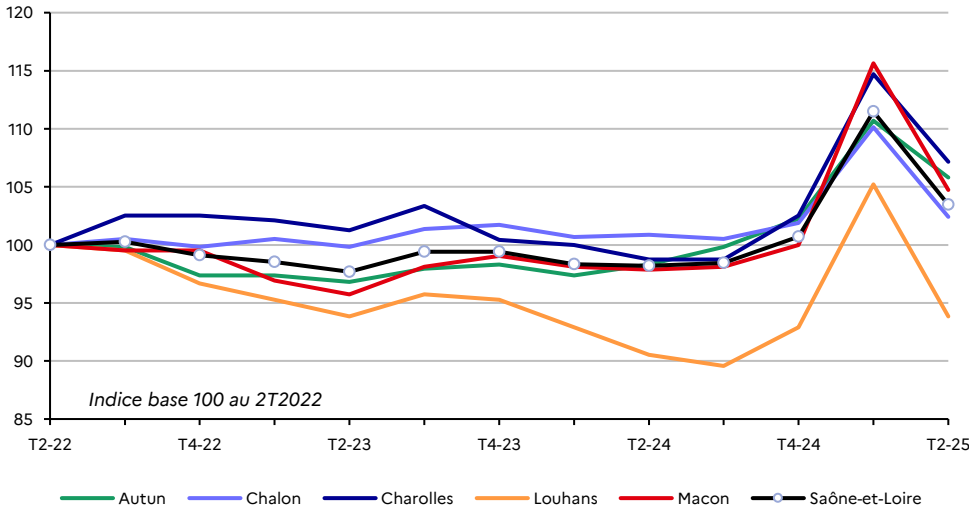
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Catégorie A	T2 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
			1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors
Autun		5 640	-4,4	+7,6	48,2	15,8	30,1
Charolles		2 550	-6,6	+8,5	48,2	17,7	34,1
Chalon-sur-Saône		5 960	-7,0	+1,5	50,7	15,9	28,7
Louhans		1 980	-10,8	+3,7	50,0	17,2	32,3
Mâcon		4 420	-9,4	+7,0	48,4	17,2	26,7
Saône-et-Loire		20 550	-7,2	+5,3	49,1	16,4	29,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	Catégories A, B, C	T2 2025	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
			1 Trim.	1 an	T2 2025	Var. (en %) sur	
						1 Trim.	1 an
Autun		10 300	-1,9	+4,1	4 840	+0,8	+3,6
Charolles		5 140	-2,7	+3,8	2 270	+0,4	-1,7
Chalon-sur-Saône		12 110	-2,3	0,0	5 520	+0,9	-0,9
Louhans		4 270	-4,0	+3,1	1 850	+0,5	+2,8
Mâcon		9 110	-3,0	+3,5	3 940	+1,5	+2,1
Saône-et-Loire		40 930	-2,6	+2,6	18 410	+0,9	+1,1

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 300	+31,3	1 370	+50,5
770	+35,1	800	+56,9
1 490	+22,1	1 550	+31,4
600	+27,7	660	+65,0
1 330	+27,9	1 390	+44,8
5 500	+28,2	5 770	+45,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares. Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

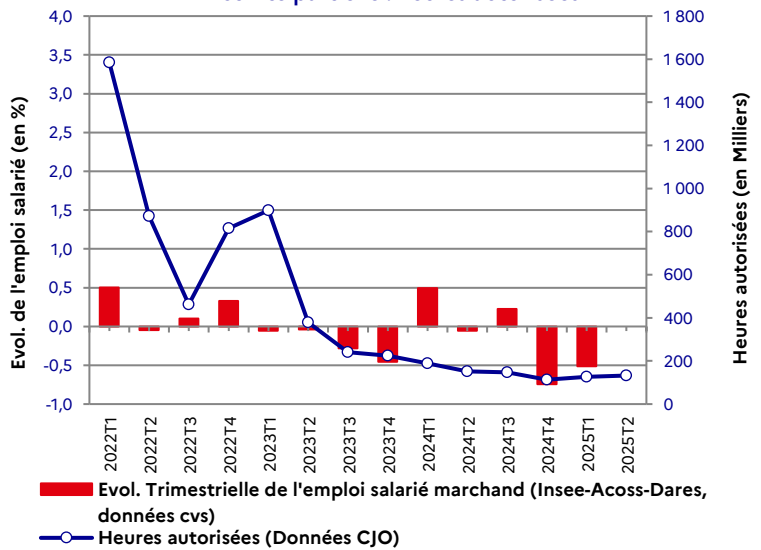
Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T1 2025	T2 2025
Nombre de demandes en cours		70	53
Volume d'heures autorisées		126 452	131 669
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		106 486	109 006
Construction		5 324	8 292
Commerce		4 029	2 728
Services		10 613	11 643
Etablissements autorisés		54	46
dont :	étabs de 50 sal. et plus	8	10
Nombre de salariés concernés**		1 792	1 593
Total heures autorisées 12 mois glissés		538 695	518 856

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



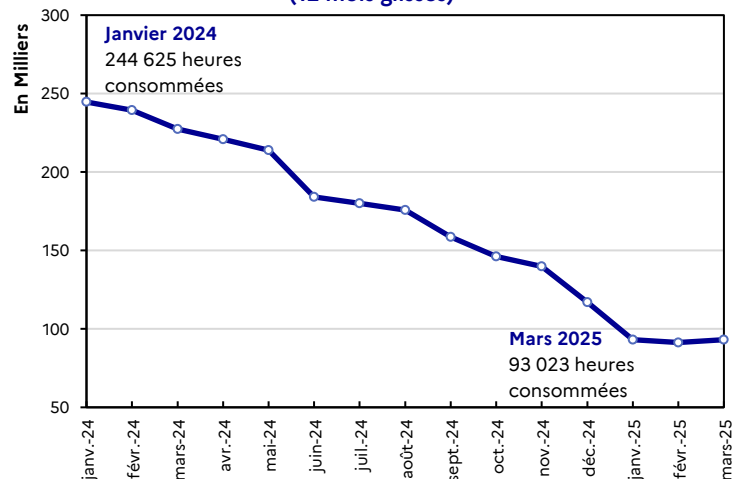
Données brutes		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T4 2024	T1 2025
Nombre d'heures consommées*		19 346	29 883
dont :			
Agriculture		504	0
Industrie		13 103	22 193
Construction		820	884
Commerce		35	1 176
Services		4 884	5 629
États ayant consommé des heures		40	42
dont :	états de 50 sal. et plus	4	4
Nombre de salariés concernés**		206	279
Total heures consommées 12 mois glissés		116 909	93 023

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T2 2025	Evol./T2 2024
			(en %)
Nombre de créations d'entreprises		1 745	+12,4
dont :			
Entreprises individuelles		237	+17,3
Micro-entrepreneurs		1 125	+10,3
Sociétés		383	+15,7
Cumul sur 12 mois glissés		6 394	+2,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		620	+16,3
Cumul sur 12 mois glissés		2 194	-0,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T2 2025	Evol./T2 2024
			(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		111	-0,9
dont :			
Sauvegardes		s	s
Redressements judiciaires		44	+69,2
Liquidations judiciaires directes		67	-20,2
Nombre d'emplois menacés		181	-44,5
dont :			
Agriculture		8	n.s.
Industrie		9	-85,7
Construction		50	-62,1
Commerce		35	-53,3
Services		79	+43,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		439	-2,0

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

Effectifs salariés par secteur d'activité

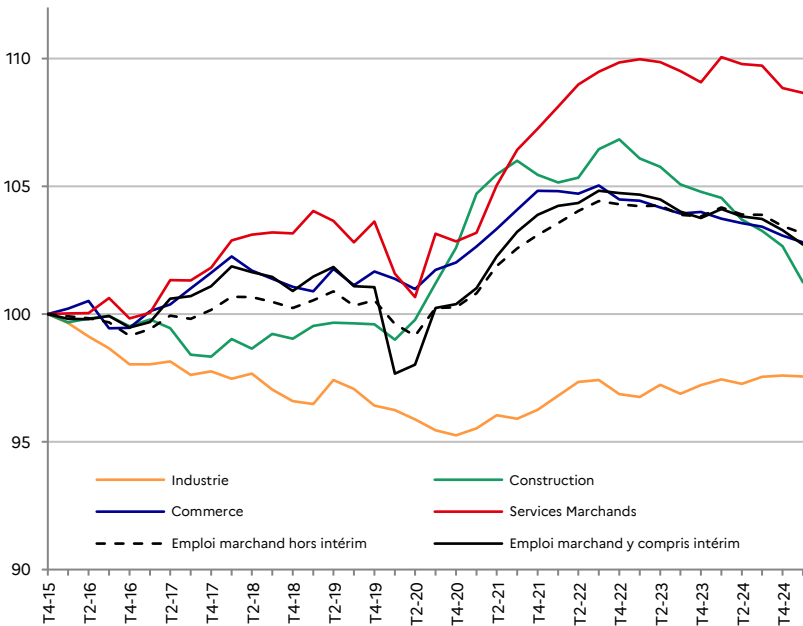
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Saône-et-Loire	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)										
Agriculture	4 470	+30	+0,6	+270	+6,5	4 520	+40	+0,9	+280	+6,7
Industrie	34 250	-20	-0,0	+40	+0,1	37 540	-140	-0,4	-250	-0,7
Industrie agro-alimentaire	5 870	0	-0,1	-90	-1,5	6 500	-80	-1,2	-170	-2,6
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 310	+20	+0,9	+20	+1,0	2 440	+30	+1,2	+30	+1,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 350	-30	-0,8	-80	-1,8	4 890	-20	-0,5	-210	-4,1
Matériels de transport	2 690	0	+0,1	-40	-1,5	2 980	-40	-1,3	-130	-4,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	19 030	0	-0,0	+230	+1,2	20 730	-40	-0,2	+240	+1,2
Construction	10 960	-150	-1,4	-360	-3,2	11 930	-290	-2,3	-370	-3,0
Commerce ; réparation auto.	25 560	-60	-0,3	-230	-0,9	25 940	-70	-0,3	-240	-0,9
Services marchands	44 780	-80	-0,2	-580	-1,3	46 380	-150	-0,3	-750	-1,6
Transports et entreposage	10 270	-40	-0,4	-310	-2,9	11 010	-110	-1,0	-450	-3,9
Hébergement et restauration	7 050	+70	+1,0	-50	-0,7	7 120	+70	+1,0	-40	-0,6
Information et communication	1 320	0	+0,1	+20	+1,3	1 360	+10	+0,9	+30	+2,6
Services financiers	3 350	+30	+0,9	-60	-1,9	3 360	+30	+0,9	-70	-2,0
Services immobiliers	1 410	-40	-2,5	-50	-3,5	1 420	-40	-2,5	-50	-3,6
Services aux entreprises	14 460	-70	-0,5	-40	-0,3	15 170	-110	-0,7	-110	-0,7
Services aux ménages	6 900	-30	-0,4	-80	-1,2	6 940	-20	-0,3	-70	-1,0
Services non marchands	65 020	-80	-0,1	-540	-0,8	65 120	-110	-0,2	-590	-0,9
Ensemble	185 050	-360	-0,2	-1 390	-0,7	191 420	-720	-0,4	-1 920	-1,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Drets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

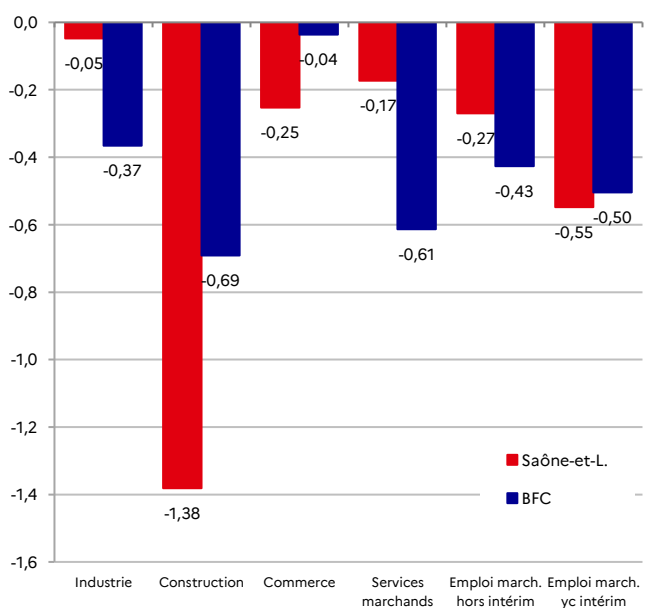
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional
(entre le 4^{ème} trim. 2024 et le 1^{er} trim. 2025 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1 ^{er} trimestre 2025 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	50	+47,4	+35,6	1,2	+0,3	50	+25,0	+25,0	1,7	-0,5
Industrie	2 940	-3,9	-5,9	7,9	-0,5	2 980	-2,0	-1,3	3,2	+0,1
Construction	1 040	-4,2	-1,1	8,7	+0,2	1 000	-2,9	-4,8	3,2	+0,1
Commerce	520	+5,3	+13,0	2,0	+0,2	530	+1,9	+8,2	1,1	-0,1
Services	1 640	-5,1	-11,0	3,5	-0,4	1 650	-6,8	-13,2	1,1	-0,2
Ensemble	6 200	-3,3	-5,0	4,9	-0,2	6 200	-3,1	-4,8	2,2	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

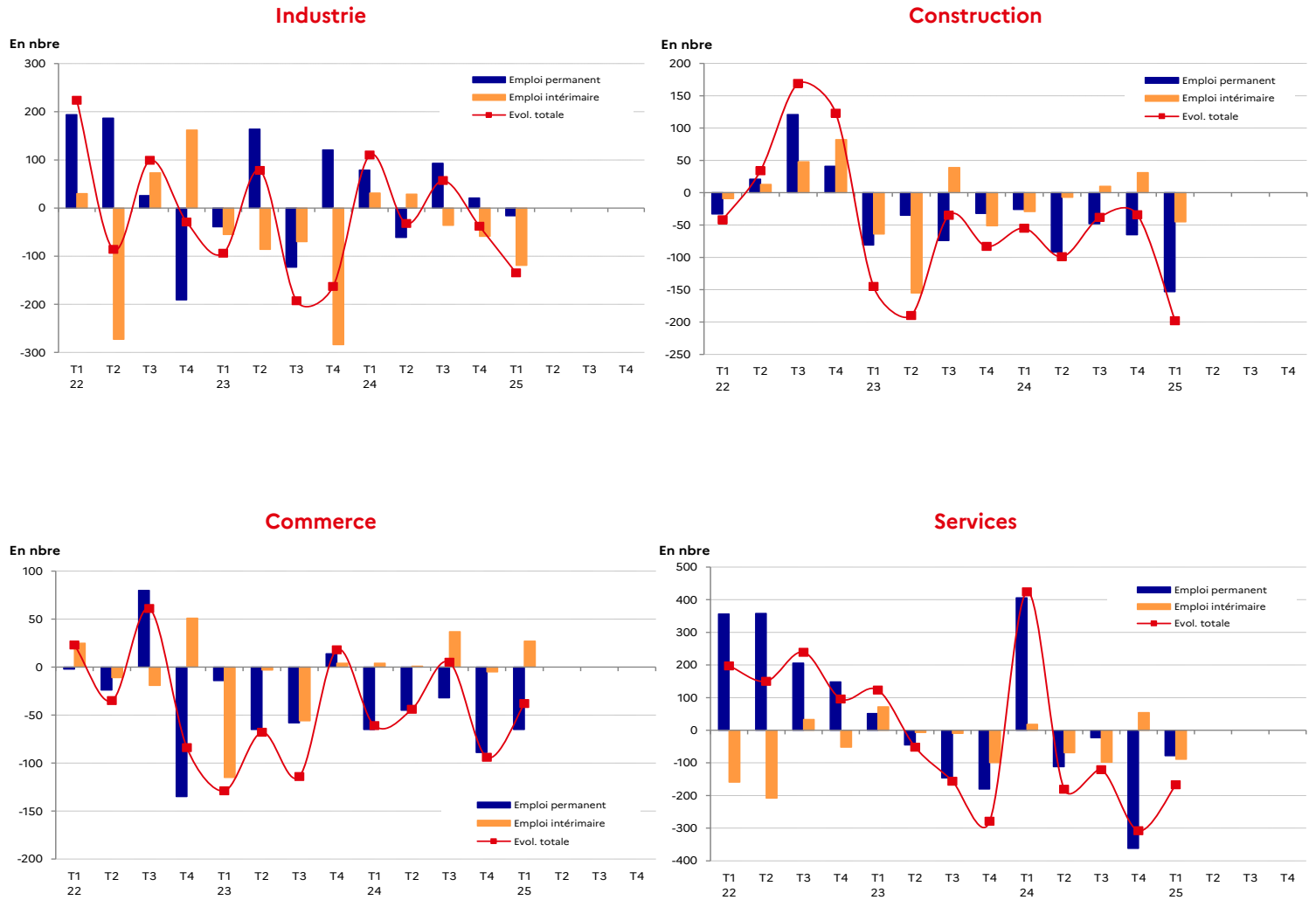
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoiss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2025						
Embauches		1 599	749	3 791	24 181	30 320
Répartition en %		5,3	2,5	12,5	79,8	100,0
dont en % :						
CDD		44,5	44,9	62,5	86,9	80,6
< 25 ans		25,5	24,6	38,0	19,7	22,4
25 - 49 ans		53,6	58,6	39,0	50,4	49,3
50 - 54 ans		7,6	6,8	7,2	10,0	9,4
55 ans ou plus		11,7	7,9	14,9	18,8	17,7
Femmes		36,3	11,6	56,3	66,3	62,2
Sorties		1 556	833	4 092	23 654	30 135
Répartition en %		5,1	2,7	13,5	78,0	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		29,9	23,8	58,1	84,4	76,3
dont CDD < 1 mois		44,6	26,3	72,7	92,0	88,5
Démissions		24,9	30,9	17,1	6,3	9,4
Licenciements économiques		1,9	1,6	1,7	0,4	0,7
Licenc. non économiques		12,1	16,2	6,9	2,5	4,0
Retraite		13,4	5,6	2,7	1,2	2,2
Ruptures Conventionnelles		6,7	10,9	3,4	1,3	2,2
< 25 ans		22,4	24,1	39,3	19,8	22,7
25 - 49 ans		42,9	53,3	36,6	49,0	47,1
50 - 54 ans		7,1	4,8	6,7	10,0	9,3
55 ans ou plus		26,3	14,8	16,8	20,2	19,9
Femmes		35,8	10,7	58,3	66,3	62,1

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 44,5 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

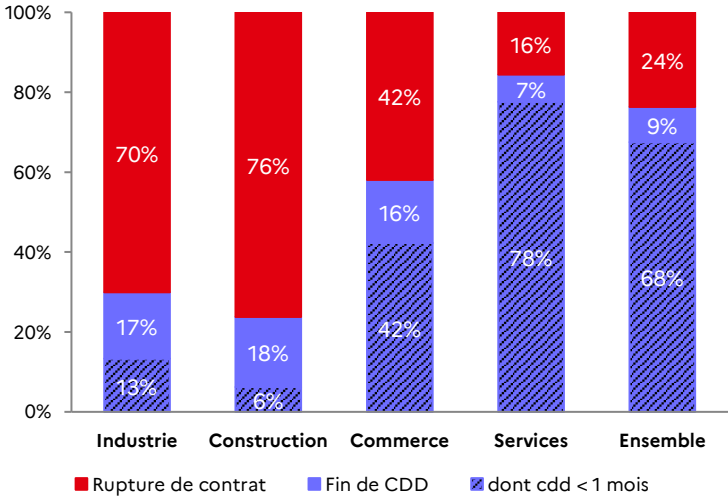
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

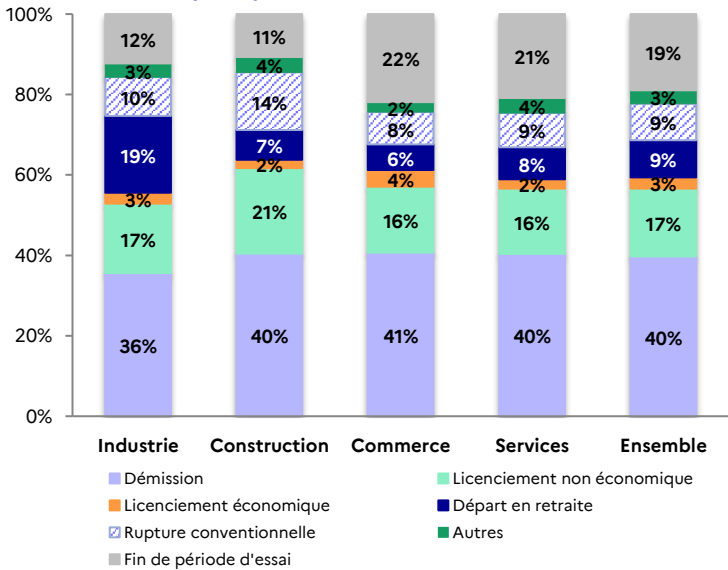
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 42 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		10,7	56,1	14,1	19,0	52,4	29,3
Embauches		6 797	14 954	2 857	5 365	18 844	4 249
dont en % : CDD		77,9	78,2	83,8	89,7	85,5	84,1
Sorties		6 834	14 202	2 797	5 990	18 726	4 345
dont en % :							
Fins de CDD		75,1	75,7	81,3	77,4	82,2	81,4
dont CDD < 1 mois		82,5	89,1	91,6	92,5	90,2	85,5
Démissions		10,4	11,7	6,5	3,7	7,2	8,4
Licenciements économiques		0,2	0,6	1,3	1,0	0,5	0,2
Licenc. non économiques		6,1	3,5	3,7	2,8	2,8	4,0
Retraite		0,0	0,0	0,0	11,0	1,6	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,9	3,0	2,4	1,6	1,7	0,5

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,7 % ont signé un CDD.

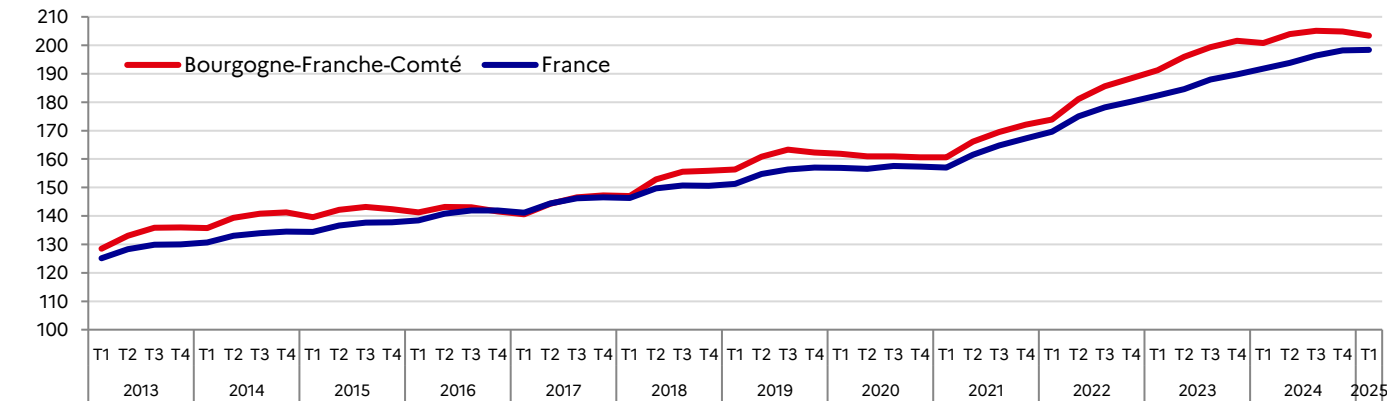
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 110	22,6	-0,3	-130	-0,1	248	0,5	-4,2	+13	+5,5
Doubs	230 293	197 360	19,9	-0,3	-1 720	-0,9	33 926	70,8	-0,8	+292	+0,9
Jura	107 034	87 330	8,8	-0,2	-730	-0,8	7 933	16,5	-0,1	+228	+3,0
Nièvre	71 592	64 160	6,5	-0,0	-410	-0,6	25	0,1	0,0	0	0,0
Haute-Saône	93 962	68 180	6,9	-0,3	-1 260	-1,8	804	1,7	-0,1	+26	+3,3
Saône-et-Loire	214 640	191 420	19,3	-0,4	-1 920	-1,0	248	0,5	0,0	+13	+5,5
Yonne	128 463	109 300	11,0	-0,3	-580	-0,5	40	0,1	+8,1	+9	+29,0
Territoire de Belfort	55 890	48 310	4,9	-1,2	-860	-1,8	4 720	9,8	-1,1	+21	+0,4
BFC	1 130 545	990 180	100,0	-0,3	-7 620	-0,8	47 944	100,0	-0,7	+602	+1,3

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

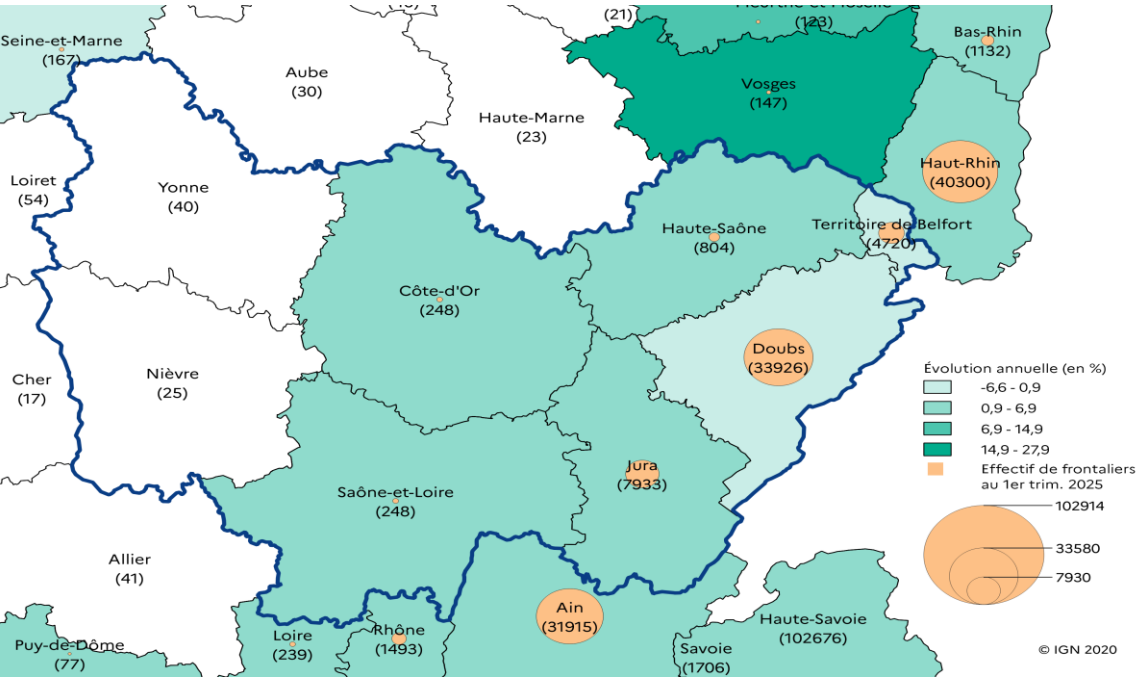
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 0,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 926 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	605	1 144	+8,1	+12,5
dt résidents QPV	85	140	+6,9	+9,1
CEJ*	494	1 159	+1,5	-7,0

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T4	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	118	421	-18,1	-25,6
jeunes	30	124	-29,9	-31,2
seniors	48	146	-8,2	-13,1
bénéficiaires RSA	14	48	-7,7	-10,4
DELD	70	235	-11,7	-22,2
TH	34	102	+5,2	-12,2
résidents QPV	6	27	-18,2	+3,5
résidents ZRR	68	227	-20,9	-29,5
éducation nationale	7	23	-23,3	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2025)				
- secteur public	s	s	s	-66,7
- secteur privé	255	255	-1,9	-1,8

* Données arrêtées à la semaine 26
s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 2023
Côte d'Or	291	1 370	-9,2
Doubs	391	1 789	+2,1
Jura	275	1 120	+7,9
Nièvre	168	725	-9,7
Haute-Saône	156	701	+14,5
Saône-et-Loire	376	1 523	-9,6
Yonne	291	1 408	-9,9
Territoire de Belfort	104	502	+10,6
BFC	2 052	9 138	-2,9

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	T2 2024	T2 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	179	-42,0	-42,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	2 370	+7,9	-6,6
CEJ*	888	-7,9	-11,4
IAE (au 4T 2024)	1 473	-5,0	-0,8

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 083	+5,2	39 120	+3,9	9 203	+3,8	1 447	+3,3
Doubs	12 687	+2,4	33 650	+2,5	10 163	-1,8	1 587	+7,7
Jura	3 513	+5,0	15 733	+2,9	5 433	-0,7	553	-5,7
Nièvre	5 790	+1,2	13 907	+2,5	6 503	+1,7	723	+5,9
Haute-Saône	4 007	+2,0	15 267	+3,2	6 053	+4,1	840	-2,3
Saône-et-Loire	9 457	-1,2	37 517	+4,6	12 763	+2,4	1 650	-2,6
Yonne	8 710	-0,4	23 320	+3,1	7 707	0,0	1 140	+5,2
Territoire de Belfort	4 140	+1,5	9 697	+2,6	2 807	+6,7	637	+6,1
BFC	58 387	+1,8	188 210	+3,4	60 633	+1,6	8 577	+2,3

* Moyenne trimestrielle.

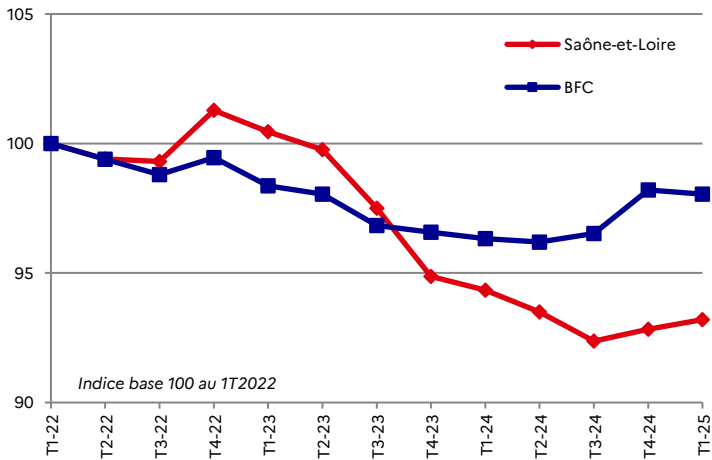
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

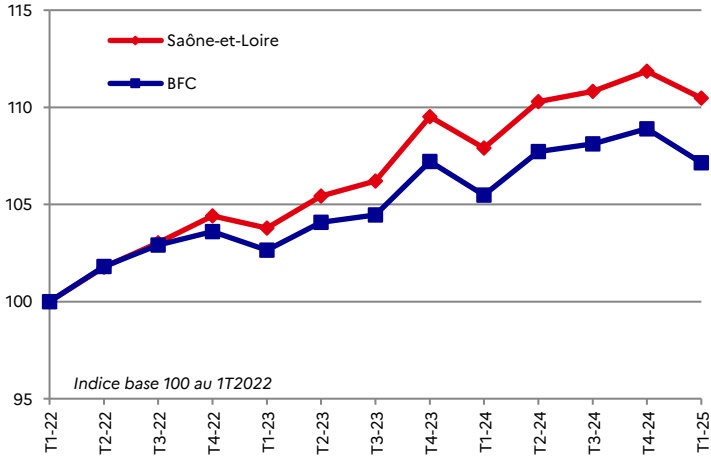
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

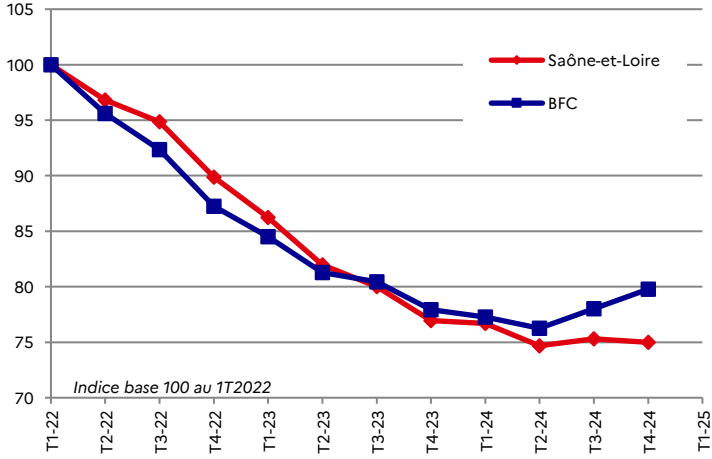
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

